



Rapport annuel 2014-2015

Réseau Solidarité Itinérance du Québec



Crédits textes et photos

Rédaction, graphisme et relecture: RSIQ

Photos:

Couverture: Marco Carpinteyro, Magali Parent, Éric Piché et CTV

Page 5: Claude Majeau

Page 6: Alexandra Guellil

Page 8: LCN

Page 9: Magali Parent

Page 14: Audrey Houle

Page 15: Haut: Marco Carpinteyro, Bas: Audrey Houle

Page 16: Jimena Michea

Page 18: Photos 1,4,5 : Éric Piché ; photos 2,3,6,7,8 : Aurélie Bellacicco

Page 19: Photos 2,3,4,5,6,7 : Éric Piché ; photo 1: RSIQ

Page 25 : Archives RSIQ



Table des matières

Remerciements et objectifs généraux	4
Mot du Président	5
Introduction des co-coordos	6
Politique nationale de lutte à l'itinérance et plan d'action interministériel	7
Stratégie des partenariats de lutte à l'itinérance	11
Vie associative	14
Troisièmes États généraux de l'itinérance au Québec	17
Communication et information	20
Annexe 1 : Interventions médias	22
Annexe 2: Représentations politiques	24
Annexe 3: Déclaration de clôture des États généraux	26



Remerciements

Merci aux membres du conseil d'administration pour leur engagement pour le RSIQ et leur contribution importante aux activités du Réseau tout au long de l'année, en particulier en lien avec la tenue des 3èmes États Généraux de l'itinérance.

Merci aux membres du RSIQ pour leur présence aux assemblées générales, leur mobilisation sur les différentes campagnes et événements et leur accueil et disponibilité lors des déplacements en région de la coordination.

Merci aux regroupements alliés et institutions partenaires qui ont apporté leur appui aux différentes activités et campagnes du RSIQ.

Merci à André Query, apportant une aide précieuse dans la comptabilité du RSIQ.

Votre solidarité, implication et mobilisation sont essentielles pour que notre réseau consolide sa place d'interlocuteur sur les questions d'itinérance et développe son expertise.

Merci aussi au gouvernement québécois de soutenir la mission du RSIQ, aux différents ministères ayant consenti des discrétionnaires, à la Fondation Mgr Léonce Bouchard ainsi qu'aux congrégations religieuses et syndicats qui nous ont apporté leur soutien financier.

Merci enfin à l'ensemble des personnes ayant apporté leur appui à l'organisation des Troisièmes États Généraux de l'itinérance ainsi qu'aux partenaires financiers qui ont permis la tenue de cet événement: le Ministère de la santé et des services sociaux, la Ville de Montréal, l'arrondissement Ville-Marie, la CSQ, la CSN, la FIQ, et les nombreux commanditaires du cahier des participantEs.

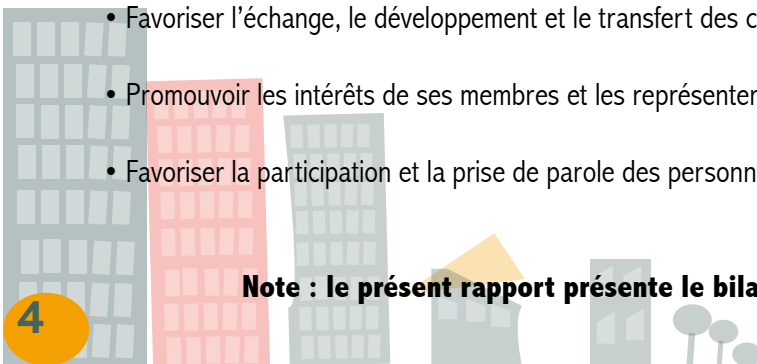
Finalement, un immense merci à Anne Bonnefont qui a tenu la barre du RSIQ pendant près de trois ans, ayant contribué grandement à l'élaboration de la Politique nationale de lutte à l'itinérance et surtout, à la fortification du Réseau. Bonne suite!

Objectifs généraux du RSIQ

Le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ) a été créé en 1998 et consiste en un regroupement quatorze concertations régionales de lutte contre l'itinérance et une dizaine de membres associés, totalisant 300 organismes à travers le Québec. Le RSIQ est un regroupement national dont les objectifs généraux sont :

- Améliorer les conditions de vie des personnes en difficulté, itinérantes et sans domicile fixe, diminuer le phénomène de l'itinérance, contribuer à l'insertion sociale de ces personnes et à l'élimination de la pauvreté;
- Maintenir un réseau d'entraide, d'information et de concertation composé d'individus, d'organismes et de regroupements d'organismes œuvrant auprès de personnes itinérantes et sans domicile fixe;
- Favoriser l'échange, le développement et le transfert des connaissances;
- Promouvoir les intérêts de ses membres et les représenter;
- Favoriser la participation et la prise de parole des personnes itinérantes et sans domicile fixe.

Note : le présent rapport présente le bilan des activités du RSIQ et non de ses membres.



Mot du Président

Gardons le cap sur une approche globale

L'assemblée générale annuelle du RSIQ se tiendra cette année dans un contexte marqué par des paradoxes importants. Au niveau politique, la lutte à l'itinérance a subi des reculs importants avec la réorientation de la SPLI vers le Housing first au fédéral et le déploiement au Québec de la Politique en itinérance dans un contexte de compressions et de virages idéologiques.

La tenue des 3es États généraux de l'itinérance a par ailleurs démontré une adhésion et mobilisation accrue en faveur d'une approche globale dans la lutte contre l'itinérance. Avec des moyens qui se sont améliorés, le RSIQ a une base d'appui pour faire face aux défis de cette conjoncture.



Les impacts du Housing First

Le virage de la SPLI vers le Housing first aura pour conséquence une réorientation majeure dans les réponses apportées, entraînant un développement de ce modèle avec cependant des coupes et des entraves dans différentes autres actions pour prévenir et l'itinérance. L'intervention concertée des régions du Québec sur le programme fédéral de lutte à l'itinérance, avait été dès 1999, un élément fondateur et fédérateur pour le RSIQ. L'éclatement des stratégies régionales pour faire face au virage de la SPLI est un autre impact de ce virage.

L'acceptation de ce virage par le gouvernement du Québec est encore plus inacceptable considérant l'incohérence avec l'approche globale prévue dans la Politique nationale de lutte contre l'itinérance adoptée en 2014. De surcroît, travailler au déploiement de cette Politique a rencontré des écueils majeurs, avec une réforme hospitalo-centriste en santé, un virage vers le privé en logement et des coupes à l'aide sociale.

Tout un changement

Dans ce contexte, avec tous ces défis, il faut s'arrêter aussi sur le RSIQ. Il y a trois ans, le RSIQ peinait à porter ses demandes, réunissait peu de membres, se retrouvant avec une crédibilité ébranlée et une seule employée à temps partiel. Ce petit rappel permet de situer les progrès dans notre organisation. Au sortir d'États généraux ayant mobilisé plus de 300 personnes, dont un nombre sans précédent d'acteurs institutionnels, avec des moyens accrus nous ayant enfin permis de se doter d'une équipe de deux personnes et d'une co-coordination, le RSIQ se retrouve plus solide.

Il faut souligner la contribution d'Anne Bonnefont au développement du RSIQ depuis 2012 et au travail ayant mené à l'adoption de la Politique nationale de lutte à l'itinérance. Depuis maintenant plus d'un an, le RSIQ a aussi pu compter sur l'action d'Anne-Marie Boucher, dont le travail est tout autant remarquable et porteur. Pour la suite, le RSIQ, il faut le rappeler, nous appartient, à nous d'y investir pour lui donner encore plus de force, d'ancrage et d'articulation pour porter ses demandes.

Pierre Gaudreau,
Président du CA du RSIQ



Introduction des co-coordos

Une année pleine de défis pour le RSIQ



L'année 2014-2015 a été dense et marquée par des avancées et des reculs pour la lutte à l'itinérance au Québec et notre Réseau.

Du côté des avancées, le Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 a été lancé en décembre et cristallise de nombreux espoirs en vue d'améliorer les conditions de vie des personnes en situation et à risque d'itinérance au Québec. Globalement fidèle à la vision de la Politique nationale de lutte à l'itinérance, il intègre en effet certaines mesures porteuses en matière notamment de logement, d'accès aux services ou encore de lutte à la judiciarisation. Même si ce plan manque de moyens afin de marquer un virage positif dans la vie des personnes, il représente néanmoins un outil propice à l'action dans les différentes régions, via la mise en place des comités directeurs et la mobilisation de nos réseaux.

Par ailleurs, le RSIQ sort de cette année avec les reins plus solides et c'est une excellente nouvelle. Solidifié au niveau de sa permanence, avec désormais deux personnes à temps plein assumant le rôle de co-coordination, mais aussi globalement en terme d'assise financière. Cette situation plus favorable est le fruit du travail de nombreuses personnes impliquées dans notre Réseau, en particulier au sein du conseil d'administration, mais aussi le résultat de la reconnaissance de l'expertise du RSIQ par de multiples partenaires au cours des années, et nous nous en réjouissons.

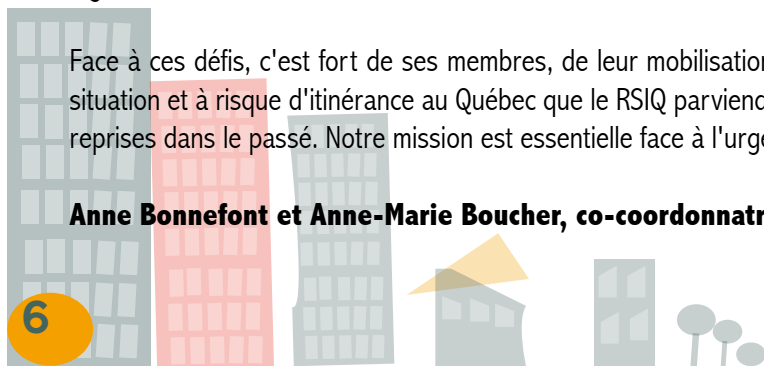
Cette année se sera de plus achevée avec en point d'orgue la tenue des Troisièmes États Généraux de l'itinérance au Québec, cet événement visant à faire le point sur la situation et à voir comment aller plus loin collectivement dans les prochaines années dans la prévention et la réduction de l'itinérance. Il constitue un véritable succès de participation avec la présence de 300 acteurs de la lutte à l'itinérance provenant d'une dizaine de régions du Québec et de divers secteurs tant communautaires qu'institutionnels, politiques ou de la recherche, ainsi que des personnes ayant vécu l'itinérance. Un beau succès sur lequel il importera de capitaliser afin d'en sortir avec des avancées concrètes au cours des prochains mois et prochaines années.

Cependant, cette année aura été aussi celle d'un recul majeur, au niveau fédéral, avec la réorientation de la Stratégie de Partenariats de Lutte contre l'itinérance (SPLI), programme essentiel au milieu communautaire en itinérance, ayant permis depuis 15 ans de développer une diversité d'interventions nécessaires auprès des personnes en situation et à risque d'itinérance. La réorientation de la SPLI vers le Housing First, mettant notre Réseau et nos communautés au défi, laisse déjà connaître ses impacts sur nos services et exige une mobilisation renouvelée. En ce sens, les élections fédérales qui sont en cours ainsi que l'optique de la venue d'un nouveau gouvernement sont une fenêtre d'opportunité à saisir.

Sur le plan provincial, si la sortie du Plan d'action interministériel en itinérance représente globalement un signe positif, il reste que la politique gouvernementale menée parallèlement assombrit le tableau avec des coupures majeures dans les domaines du logement social, de l'aide sociale, de services de santé et en éducation, coupures qui ont déjà un impact sur les plus fragiles.

Face à ces défis, c'est fort de ses membres, de leur mobilisation et de leur engagement à améliorer le sort des personnes en situation et à risque d'itinérance au Québec que le RSIQ parviendra encore à faire des gains comme cela a été le cas à plusieurs reprises dans le passé. Notre mission est essentielle face à l'urgence sociale qui perdure au Québec.

Anne Bonfont et Anne-Marie Boucher, co-coordonnatrices du RSIQ



ACTIONS EN DIRECTION DE QUÉBEC

Politique nationale de lutte à l'itinérance

Plan d'action interministériel 2015-2020

Suite à l'adoption en février 2014 de la Politique nationale de lutte à l'itinérance par le gouvernement québécois, demande portée depuis 2006 par le RSIQ, les attentes étaient grandes quant à son déploiement dans le cadre d'un premier plan d'action interministériel en itinérance. En effet, le RSIQ avait salué le contenu de la Politique, qui porte une vision globale de la lutte à l'itinérance et reprend les axes d'intervention de la plateforme du Réseau à savoir le revenu, le logement, l'éducation et l'insertion, la santé, la cohabitation sociale et la lutte à la judiciarisation.

Afin de concrétiser cette Politique en actions faisant une différence dans la vie des personnes visées, le RSIQ a demandé le déploiement rapide d'un plan d'action ambitieux assorti des moyens nécessaires face à une itinérance diversifiée, et toujours en croissance dans plusieurs régions du Québec.

Si le RSIQ a salué globalement le Plan d'action ministériel en itinérance 2015-2020 présenté par la Ministre Charlebois en décembre 2014, intégrant plusieurs mesures intéressantes dans les différents champs d'intervention, les espoirs ont été cependant en partie dissipés par l'insuffisance des moyens prévus pour les déployer. Ils l'ont été encore plus au cours des mois suivants face au manque de cohérence du gouvernement Couillard, dont de nombreuses mesures ayant trait au logement social, au revenu ou encore à la réorganisation des services de santé et d'éducation, vont à l'encontre de l'esprit de la Politique nationale de lutte à l'itinérance mais aussi du plan d'action interministériel en itinérance.

Actions menées par le RSIQ

16-25 septembre 2014 : Campagne de lettres en direction de la Ministre Lucie Charlebois afin de demander une intervention de sa part pour une entente sur la SPLI ainsi qu'un plan d'action ambitieux et ce, avant la fin de l'automne

1er octobre 2014: participation à la rencontre du Comité consultatif sur la Politique en itinérance

3 octobre 2014: mémoire déposé par le RSIQ lors des consultations de la Communauté Métropolitaine de Montréal sur l'enjeu du logement dans le plan d'action

5 novembre 2014: rencontre du CA du RSIQ avec la Ministre Charlebois, Ministre déléguée à la Réadaptation, à la Santé publique et Protection de la Jeunesse

7 décembre 2014: présence au lancement du plan d'action interministériel 2015-2020 et interventions dans les médias, précédée d'une rencontre avec le Ministère de la Santé et des Services sociaux

2 février 2015: Rencontre avec Monsieur François Blais, ministre de l'Emploi et de la solidarité sociale

26 février 2015: organisation d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale pour les 1 an de la Politique avec les députées Véronique Hivon, Jean-François Lisée, Carole Poirier, Manon Massé et Amir Khadir.

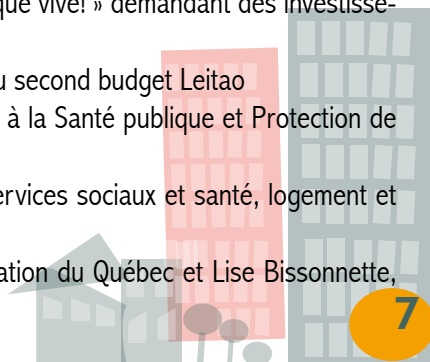
26 février-13 mars 2015 : Lancement d'une campagne de lettres « Pour que la Politique vive! » demandant des investissements conséquents dans le budget Leitaó 2015-2016

26 mars 2015: participation du RSIQ au huis-clos des médias lors de la présentation du second budget Leitaó

2 avril 2015: rencontre de la Ministre Charlebois, Ministre déléguée à la Réadaptation, à la Santé publique et Protection de la Jeunesse

Avril 2015: Production d'avis pour l'étude des crédits budgétaires sur les enjeux en services sociaux et santé, logement et lutte à la pauvreté.

21 mai 2015: rencontre du RSIQ avec Michel Gagnon, Président de la Société d'Habitation du Québec et Lise Bissonnette, Vice-présidente de la SHQ.



Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 : des mesures inégales, des moyens insuffisants

Après des mois de pressions de la part du RSIQ et de ses membres afin que la Politique s'incarne concrètement, la Ministre déléguée Lucie Charlebois a rendu public le 7 décembre 2014 le Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020. Ce plan respecte globalement la vision de la Politique avec des mesures prévues dans les différents axes dont certains sont plus forts, en particulier du côté du logement, de la santé et de la lutte à la judiciarisation. Du côté des investissements, le RSIQ a salué les 4,6 millions de dollars additionnels et récurrents annoncés par la Ministre, montants qui contribueront à consolider plusieurs projets à l'échelle du Québec. Cependant, les mesures permettant de réellement changer la donne en matière d'accès ou de niveau de revenu, ou encore de programmes d'insertion, manquent à l'appel. À la lecture de ce document, on constate que plusieurs secteurs semblent négligés : notamment les réponses en direction des femmes et le secteur de la prévention. Finalement, les investissements prévus sont loin d'être suffisants pour faire face aux besoins croissants dans toutes les régions.

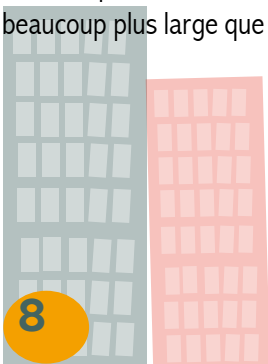


Du côté du logement, les engagements en matière de financement d'unités de logement social ne contre-balaissent pas l'entrée en force du Logement d'abord au sein des mesures essentielles. De plus, un virage vers le Programme de Soutien au Loyer (PSL), de même qu'une réduction de 50% du nombre d'unités de logement social programmées au budget, sèment l'inquiétude quant à la poursuite des investissements dans le programme AccèsLogis. Du côté de la lutte à la judiciarisation, des mesures intéressantes ont été incluses dans le Plan, comme l'encouragement à un aménagement urbain inclusif, des actions contre le profilage social ou encore le soutien au développement de mesures alternatives à la judiciarisation. Par contre, le Plan d'action interministériel rate sa cible quant à l'accès à un revenu décent : aucun rehaussement du revenu n'est à l'ordre du jour alors que cet enjeu est mentionné dans la Politique, et les problèmes d'accès aux programmes d'insertion (ex.: PAAS-Action) ne vont pas en s'améliorant. Par ailleurs, si en matière d'éducation, le soutien aux écoles de rue est une bonne chose tout comme la poursuite du programme Qualification Jeunesse, les programmes de réinsertion destinés à l'ensemble de la population itinérante ne vont pas assez loin et voient même leurs critères resserrés, ce qui hypothèque beaucoup la possibilité des personnes très éloignées de l'emploi de pouvoir en bénéficier.

Suite au lancement de ce Plan, le RSIQ a demandé à la Ministre Lucie Charlebois d'être du comité externe de suivi de la Politique et du plan d'action afin de travailler à son opérationnalisation et à sa bonification. L'organisation a aussi interpellé ses membres et cherché à les accompagner pour présenter leurs besoins sur leurs territoires auprès de leurs interlocuteurs régionaux afin que les mesures se déploient convenablement dans toutes les régions.

Sortie du premier Portrait de l'itinérance au Québec

Le MSSS a rendu public le premier Portrait de l'itinérance au Québec le 5 décembre 2014, ayant pour objectif de documenter et surveiller le phénomène de l'itinérance au Québec. Ce outil de suivi de l'utilisation des ressources à l'échelle du Québec offre un portrait beaucoup plus large que ne peut le faire un simple dénombrement. De surcroît, l'intégration d'éléments macros (indicateurs de pauvreté, de soutien social) permet de dresser un portrait plus clair des risques d'itinérance existant dans chaque région. Le RSIQ a réagi à sa sortie, indiquant qu'il serait pertinent que les données soient annualisées et reprises années après années, de façon à constater l'évolution du phénomène de l'itinérance au Québec. Ce portrait, tout comme d'autres exercices de dénombrement, sous-estime les profils d'itinérants moins "visibles" telles que les femmes ou les jeunes. Toutefois, le RSIQ souhaite que cet exercice soit reconduit afin de pouvoir mesurer les changements, et a fait des démarches auprès du MSSS pour être du comité de suivi et contribuer à la bonification de l'outil. Ces demandes sont toujours ouvertes en fin d'année 2015.



Premier anniversaire de la Politique nationale de lutte à l'itinérance

Afin de souligner le premier anniversaire de l'adoption de la Politique nationale de lutte à l'itinérance, le RSIQ a tenu le 26 février 2015, à l'Assemblée nationale, une conférence de presse sur le bilan de cette première année. Les différents intervenantEs à cette conférence (Pierre Gaudreau, coordonnateur du RAPSIM et président du RSIQ; Anne-Marie Boucher, co-coordonnatrice du RSIQ ; Bianca Bourbeau, coordonnatrice régionale en itinérance de Lanaudière ; Jimena Michea, coordonnatrice du RAIQ et administratrice du RSIQ ; Marco Carpinteyro, coordonnateur de la TIRS et administrateur du RSIQ ainsi que Jean-Francois Lisée, Véronique Hivon, Carole Poirier pour le Parti Québécois, et Manon Massé et Amir Khadir pour Québec Solidaire) ont nommé en particulier la faiblesses des mesures du Plan d'action, le manque de cohérence entre les mesures gouvernementales et ont interpellé le gouvernement afin d'obtenir des moyens en lien avec le Plan d'action interministériel permettant de faire une réelle différence dans la lutte à l'itinérance.



Au lendemain de cette conférence de presse, une campagne de lettres a également été lancée dans toutes les régions du Québec. 454 appuis de groupes, d'individus et de regroupements ont été collectés en l'espace de deux semaines et 70 appuis ont été reçus via les réseaux sociaux, faisant porter à 524 le nombre d'appuis reçus. Cette campagne, adressée au Premier Ministre Couillard, demandait, à l'orée du second budget Leitaó, des moyens supplémentaires dans la lutte à l'itinérance afin de donner à la Politique en itinérance les moyens de ses ambitions.

Budget Leitaó 2015-2016: un budget décevant et mettant en péril le développement de logement social

Présent au huis-clos des médias du budget le 26 mars 2015, le RSIQ a dénoncé un recul important en matière de logement social et déploré l'absence de nouveaux investissements en matière de lutte à l'itinérance. Non seulement le signal positif du gouvernement avec le lancement quelques mois auparavant du plan d'action ne s'est pas incarné, mais le second budget Leitaó vient même remettre en cause l'engagement du gouvernement dans le développement du logement social avec des coupes majeures dans le nombre d'unités développées.

En effet, le gouvernement a fait le choix de financer seulement 1500 unités prévues dans le cadre du programme AccèsLogis, contre 3000 l'an passé. Ce choix aura un impact majeur sur le nombre d'unités réservées aux personnes en situation ou à risque d'itinérance, le Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 fixant en effet à «au moins 10%» le nombre d'unités devant leur être réservées», ce qui fait passer de 15% des unités dans le budget de février 2014 (500 unités sur les 3000) à 10% dans le Plan d'action. Cette baisse du % s'est accompagnée également d'une baisse du nombre d'unités totales, soit de 3000 à 1500, laissant ainsi 150 unités destinées aux personnes à risque ou en situation d'itinérance.

Le gouvernement du Québec semble privilégier de façon croissante le secteur privé dans l'aide au logement, en prévoyant 123 millions de dollars sur les 284 millions investis sur cinq ans dans le secteur de l'habitation pour des suppléments au loyer (PSL) pour les ménages à faible revenu. Un investissement qui ne permet pas de jouer sur l'offre de logements au Québec alors que les besoins sont considérables dans différentes régions. Ce choix du gouvernement du Québec est donc fort inquiétant et représente un recul potentiellement grave dans l'offre de logements aux personnes en situation et à risque d'itinérance.



L'accès à un revenu décent: une lutte à poursuivre

La refonte du règlement de l'aide sociale, annoncée à l'automne 2014, ciblait plusieurs éléments: le partage de logements, la prestation des usagers des centres de traitement en dépendance, les déplacements à l'étranger, etc. Le RSIQ, soucieux de l'impact de ces nouveaux règlements sur les personnes à risque ou en situation d'itinérance, a mené diverses actions afin de faire valoir ces conséquences néfastes et de défendre les droits des personnes. En plus d'une conférence conjointe tenue avec plusieurs groupes sociaux, le RSIQ a rencontré à deux reprises des représentants du Ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale, dont le Ministre François Blais en février 2015, en y traitant des enjeux de l'accès et du niveau de revenu, mais également de l'accès au PAAS-Action dans le contexte du resserrement de ses balises.



Bilan de l'action du RSIQ

L'année 2014-2015 a été marquée par de nombreux dossiers chauds en direction de Québec. Le RSIQ a mené des démarches actives afin de s'assurer que le plan d'action se mette rapidement en place, avec des moyens conséquents. Le RSIQ a également effectué de nombreuses sorties de pair avec d'autres groupes afin de défendre le programme AccèsLogis ou encore afin d'illustrer les impacts du nouveau règlement à l'aide sociale sur les personnes à risque ou en situation d'itinérance. Ce travail d'alliance s'est construit sur fond de menaces de compression sur les différents Ministères siégeant à la table interministérielle.

Les rencontres répétées avec le MSSS et le cabinet de la Ministre ont permis de pointer divers problèmes en lien avec la réorganisation du système de la santé, l'implantation des comités-directeurs ou l'importance du leadership du MSSS dans le déploiement du plan d'action. Des rencontres sur certains enjeux spécifiques (aide sociale ou logement) ont également permis d'illustrer les conséquences potentiellement malheureuses des mesures annoncées sur les personnes à risque ou en situation d'itinérance et de présenter nos demandes afin d'améliorer leurs conditions. L'action du RSIQ se poursuit alors que nous sommes en attente d'une place au comité externe faisant le suivi de l'implantation du plan d'action interministériel.

Le RSIQ a amorcé un travail dans les régions afin de mobiliser les membres autour du nouveau Plan d'action interministériel, de façon à s'assurer de son déploiement actif dans toutes les régions. Ce travail, initié en 2014-2015, devra se poursuivre énergiquement dans les mois et années à venir.

Finalement, en conformité avec le plan d'action 2014-2015 du RSIQ, le RSIQ a interpellé ses membres afin qu'ils s'impliquent dans les diverses actions locales et régionales afin de dénoncer l'austérité et les mesures gouvernementales menant à une aggravation de la situation des personnes à risque ou en situation d'itinérance. Un Nouvelles du RSIQ «spécial austérité» a ainsi été diffusé, quelques semaines avant le 1er mai, afin d'inviter les membres à passer à l'action.



Dans le contexte actuel, le RSIQ s'est donné comme objectif de réunir une diversité d'acteurs pour les États généraux, s'assurant que le milieu institutionnel et que les divers Ministères impliqués à la table interministérielle soient présents et puissent échanger avec le milieu communautaire, afin de construire ensemble des pistes de réflexion et d'actions à mettre en place. Les impacts de cet événement d'envergure se mesureront au courant des prochains mois et des prochaines années.

ACTIONS EN DIRECTION D'OTTAWA

Stratégie des partenariats de lutte à l'itinérance : un recul majeur

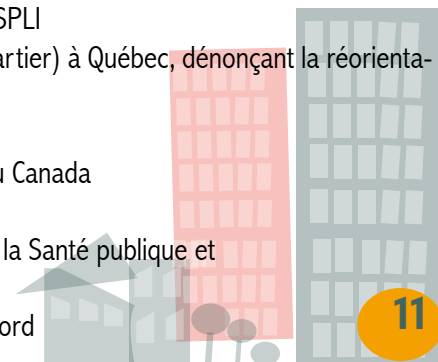
L'année écoulée a été marquée par un virage néfaste pour le milieu de lutte à l'itinérance québécois, avec la réorientation de la Stratégie de Partenariats de Lutte contre l'itinérance (SPLI) 2014-2019 vers le Logement d'abord, malgré les pressions faites par le RSIQ et ses membres depuis plusieurs années afin de sauvegarder l'approche globale du programme et le financement d'une diversité d'actions dans les différentes régions du Québec: construction et amélioration de refuges, de ressources d'hébergement, de logements sociaux, de centres de jour, interventions auprès des personnes en situation et à risque d'itinérance.

L'année de transition a donné lieu à un premier virage partiel, mettant en péril plusieurs projets et aboutissant à des fonds résiduels de 3 Millions pour 2014-2015 pour Montréal seulement, sommes qui n'ont toujours pas été réinjectées dans la communauté. Cette année de transition a donné lieu à des bris de services un peu partout au Québec, donnant la mesure des impacts de la réorientation à venir. En décembre 2014, l'annonce de la signature d'une entente Canada-Québec reprenant les balises fédérales a été dénoncée par le RSIQ, de par l'incohérence du gouvernement québécois qui adopte d'une part des résolutions unanimes en Assemblée nationale et une Politique défendant une approche globale, et d'autre part, restreint la cible de la SPLI. D'autre part, le processus d'élaboration des plans communautaires a été court-circuité par l'imposition de pourcentages de Logement d'abord à atteindre sur chaque territoire (65% pour les régions de Montréal et Québec (RMR), 40% pour les villes moyennes). Cette réorientation, qui ne relevait pas du choix des régions, accuse depuis un impact majeur sur les personnes en situation et à risque d'itinérance au Québec, de par les ruptures de services qu'elle engendre. Ce sont des pans entiers du modèle d'intervention en itinérance québécois qui sont en péril, qu'il s'agisse de mesures de prévention, d'interventions de première ligne, mais aussi de contribution au développement de logements sociaux avec soutien communautaire. Comment en effet maintenir tous les services et projets essentiels financés jusqu'à présent avec une part de l'enveloppe désormais considérablement réduite ?

Face à cette situation, le RSIQ a mené diverses actions visant à documenter les impacts et à interpeller à la fois le gouvernement québécois pour que des compensations soient prévues pour les organismes coupés, mais aussi les différents partis fédéraux.

Actions menées par le RSIQ

- 23 juillet 2014:** conférence téléphonique avec le Ministère de la santé et des services sociaux
- 5 août 2014:** envoi d'un mémoire au Comité permanent des finances de la Chambre des communes
- 9 septembre 2014:** rencontre du Comité consultatif du comité conjoint de gestion de la SPLI
- 11 septembre 2014:** intervention dans le cadre du rassemblement SPLI organisé par le RAPSIM
- 16-25 septembre 2014 :** Campagne de lettres en direction de la Ministre Lucie Charlebois afin de demander une intervention de sa part pour le maintien d'une SPLI généraliste et communautaire
- 25 septembre 2014:** Conférence téléphonique avec Monsieur Sylvain Gagnon, sous-ministre au MSSS, sur l'entente Canada-Québec sur la SPLI et les attentes du milieu envers le respect d'une approche globale et communautaire
- 5 novembre 2014 :** Rencontre avec la Ministre Charlebois, Ministre déléguée du MSSS
- 21 novembre 2014:** rencontre avec Thomas Mulcair, Chef du Nouveau Parti Démocratique (NPD)
- 19 décembre 2014 :** Rencontre du comité consultatif du comité conjoint de gestion de la SPLI
- 19 décembre 2014 :** Conférence de presse au Tam tam café (Centre résidentiel Jacques-Cartier) à Québec, dénonçant la réorientation de la SPLI vers le Logement d'abord
- 17 février 2015:** rencontre avec Mario Beaulieu, Chef du Bloc Québécois
- 24 février 2015:** rencontre avec Adam Vaughan, député Trinity-Spadina du Parti Libéral du Canada
- 11 mars 2015:** rencontre avec Marjolaine Boutin-Sweet, députée NPD de Hochelaga
- 2 avril 2015:** rencontre avec la Ministre Charlebois, Ministre déléguée à la Réadaptation, à la Santé publique et Protection de la Jeunesse
- Mai 2015:** Documentation des impacts de la réorientation de la SPLI vers le Logement d'abord



Documentation de l'impact de la réorientation de la SPLI

Le RSIQ a entamé en fin d'année un travail visant à documenter les impacts de la réorientation de la SPLI dans les différentes régions. A la fin de l'année, des premières informations avaient été collectées dans les régions suivantes:

A Québec, sur les 23 organismes communautaires dont les projets ont été recommandés pour du soutien financier de la SPLI, 16 d'entre eux perdront de ½ poste à 1 poste. Dans cette région, cela occasionnera notamment une baisse du financement des centres de jour de 19% à 6%, du financement des services de réinsertion socioprofessionnelle de 25% à 14%, et des pratiques de prévention de 30 % à 18%. De même, 12 organismes sur 23 subiront une diminution de l'offre de services en soutien communautaire en logement et en réinsertion socioprofessionnelle. À Montréal, 22 organismes verront 100% de leur financement coupé, et 30 le voient réduit de 30 à 75%. Ces postes sont liés à des services essentiels d'intervention auprès des personnes itinérantes et leurs coupures vont briser des liens de confiance noués au fil des années. De même, le secteur des immobilisations est frappé de plein fouet alors que dans la métropole, le financement passe de 45% à 4% du budget SPLI pour la construction d'immobilisations.

A Granby, l'organisme Le Passant va devoir couper 11 lits d'hébergement d'urgence sur les 28 lits qu'il pouvait proposer jusqu'à présent. Concrètement, cela veut dire que l'organisme ne pourra plus répondre aux besoins sur son territoire et devra renvoyer des personnes en détresse vers les hôpitaux ou ressources dans d'autres localités ce qui les déstabilisera encore plus. De même, à Sept-Îles, la seule ressource offrant de l'hébergement, le Centre Le Transit, va subir une coupure importante, ce qui va occasionner la perte d'un poste d'intervention et grandement hypothéquer l'aide apportée aux personnes itinérantes dans la région. Également, dans la région de Valleyfield, un organisme perd la totalité de son financement et deux autres se retrouvent dans l'obligation de se départir d'au moins un poste.

Les demandes portées par le RSIQ en vue des élections fédérales

A la faveur d'un possible changement de gouvernement au fédéral, la donne pourrait changer et la situation potentiellement s'améliorer pour les personnes en situation et à risque d'itinérance au Québec. Le RSIQ a donc présenté les demandes ci-dessous auprès des partis d'opposition au cours de l'année, rencontrant Thomas Mulcair (NPD), Mario Beaulieu (NPD) et Adam Vaughan (PLC) afin d'échanger sur les enjeux de l'itinérance et d'obtenir des engagements:

- 1) Pour un retour à une SPLI généraliste et communautaire
- 2) Pour une augmentation du budget à 50 Millions de \$ par année pour le Québec.
- 3) Pour un réinvestissement dans le logement social

Bilan de l'action du RSIQ

Le travail mené par le RSIQ en vue d'obtenir le rétablissement d'une SPLI généraliste et communautaire a eu ses effets à Québec, alors que des députés de l'opposition ont relayé les demandes du RSIQ vers la Ministre en charge du dossier. Toutefois, les négociations de l'entente Canada-Québec sur la SPLI ont tout-de-même abouti à l'imposition du modèle de la stabilité résidentielle avec accompagnement (SRA) pour l'ensemble des régions désignées par la SPLI.

Suite à la réorientation de la SPLI, le RSIQ n'a pas pu développer une stratégie conjointe des régions, ni les soutenir dans ce virage annoncé. Entre la nécessité de poursuivre la lutte pour une SPLI généraliste et le besoin des régions de se préparer pour ce changement, le RSIQ a peiné à se positionner clairement.

Bien que la demande pour une SPLI généraliste ait été reprise par de nombreux élus, dont notamment un support de poids de l'Union des Municipalités du Québec, la conjoncture ne nous a pas permis de faire des gains en cette année charnière. Dans le contexte pré-électoral, les rencontres auprès des différents partis d'opposition à Ottawa nous ont permis cependant de sensibiliser les candidatEs à nos demandes.

VIE ASSOCIATIVE

Assemblée générale annuelle des membres

Cinquante-huit délégués provenant de treize régions du Québec étaient réunis au Manoir d'Youville le 26 septembre 2014 à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle du RSIQ. Cet événement a permis de discuter du bilan des activités de l'année 2013-2014 et de se mettre à jour concernant les différents dossiers. Des ateliers ont permis des échanges sur la mise en place du prochain plan d'action interministériel et les mesures qui devront en faire partie, tout en partageant sur l'opérationnalisation de ce plan. En après-midi, l'élaboration du plan d'action du RSIQ a donné lieu à des échanges sur les grandes orientations de l'année.

La présentation du rapport annuel a permis de faire le bilan d'une année positive pour le Réseau. L'adoption de la Politique nationale de lutte à l'itinérance, les actions pour le maintien d'une SPLI généraliste et communautaire et le lancement de la publication *Au-delà de la rue* ont été pointés parmi les moments marquants.

L'AGA a aussi été l'occasion de valider les nouveaux règlements généraux du RSIQ, issus du travail d'un comité spécifiquement mis en place. Les principaux changements concernent le passage d'un comité de coordination à un conseil d'administration, l'ajout d'assemblées générales régulières au programme de l'année ainsi que le changement de la pondération de la représentation des membres afin de permettre à un plus grand nombre de délégués de participer aux diverses assemblées générales du RSIQ.



Assemblée générale régulière

Les 12 et 13 février 2015 se tenait à Drummondville l'Assemblée générale des membres du RSIQ, qui a réuni 78 personnes provenant de quatorze régions. Cette AG fut l'occasion pour les membres du Réseau de partager leurs connaissances, de s'approprier la démarche des États généraux et de mettre à jour le plan d'action à travers plénières et ateliers. Cette assemblée constitue un moment fort de notre vie associative, exigeant un grand engagement de la permanence et de nombreux bénévoles.

Parmi les temps forts de ces deux journées, le panel sur l'opérationnalisation du plan d'action dans les régions avait pour objectif de mieux connaître les stratégies mises de l'avant par deux régions, Montréal et Lanaudière, afin d'inciter les membres à se mobiliser pour avoir un déploiement des actions et moyens nécessaires à l'échelle du Québec. Marjolaine Despars, adjointe à la coordination du RAPSIM à Montréal et Bianca Bourbeau, coordonnatrice régionale en itinérance de la TAPIL de Lanaudière, ont livré ainsi des présentations sur les modèles de concertation et de mobilisation régionale permettant de travailler à la régionalisation du plan d'action interministériel. Malgré les enveloppes insuffisantes liées au plan d'action interministériel 2015-2020, il a été constaté que la mobilisation régionale permettait de faire des gains, et que les comités directeurs peuvent et doivent assumer leur rôle de leader régional.

Par ailleurs, en vue de la tenue des Troisièmes États Généraux de l'itinérance du Québec les 15 et 16 juin 2015 à Montréal, des caucus régionaux ont été organisés lors de l'AG afin d'alimenter le travail de la permanence et du comité consultatif. Les délégations présentes ont ainsi œuvré à la bonification des grandes orientations et d'une ébauche de programmation pour cet événement. Des recommandations ont été formulées par les régions, que ce soit au sujet de la participation des personnes en situation d'itinérance ou encore sur les grandes orientations sous-tendant toute la programmation.

Enfin, cette AG a marqué le début également de la mise en place d'une co-coordination à la tête du RSIQ, avec le retour en poste d'Anne Bonnefont, associée à Anne-Marie Boucher.



Le conseil d'administration du RSIQ en 2014-2015

Au cours de l'année, 15 rencontres du conseil d'administration se sont tenues, dont 7 en personne et 8 en mode conférence téléphonique. Le travail conjugué des membres du conseil d'administration a totalisé plus de 500 heures de bénévolat, pour une année intense de préparation des États généraux. Un comité des ressources humaines a par ailleurs été mis en place, composé de Pierre Gaudreau et Estelle Dionne, afin d'accompagner la mise en place de la nouvelle co-coordination. 4 rencontres du comité des ressources humaines ont eu lieu entre janvier et juin 2015.

Composition du conseil d'administration

Président : Pierre Gaudreau, coordonnateur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)

Vice-présidente: Estelle Dionne, directrice de la HUTTE-Hébergement d'urgence à Terrebonne, Table Action Prévention Itinérance de Lanaudière (TAPIL)

Secrétaire-trésorier: François Lemieux, coordonnateur de la Chaudronnée de l'Estrie, Table Itinérance de Sherbrooke (TIS)

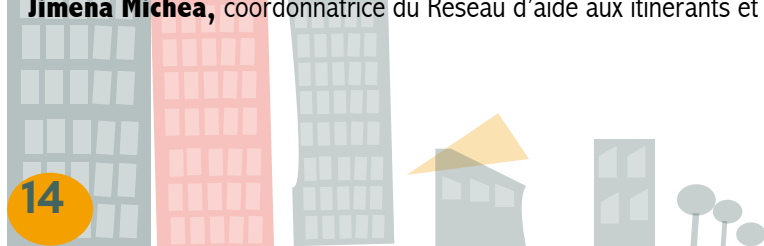
Administrateurs et administratrices:

Marco Carpinteyro, coordonnateur de la Table Itinérance Rive-Sud (TIRS)

Jimena Michea, coordonnatrice du Réseau d'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIQ)



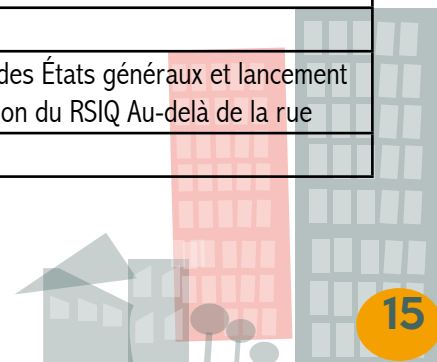
Un immense merci aux membres du conseil d'administration!



Présences et interventions dans les régions

Afin de mieux connaître les réalités diverses de l'itinérance, les enjeux des différentes régions, mais aussi de consolider les collaborations avec des partenaires, la co-coordination s'est déplacée à de multiples reprises au cours de l'année afin de visiter les organismes et participer à divers événements.

Date	Lieu	Objet
11 septembre 2014	Congrès du FRAPRU, Montréal	Table de vente Au-delà de la rue et présentation du RSIQ
11 septembre 2014	Rassemblement du RAPSIM sur la SPLI, Montréal	Intervention
17 octobre 2014	Nuit des sans-abri : Saint-Eustache, Boisbriand, Laval	Prises de parole
21 octobre 2014	Visite de RAP-Jeunesse, Québec	Échanges sur le travail de rue
11 décembre 2015	Crémaillère du RAPSIM, Montréal	Table de vente
8 janvier 2015	AGE du RAPSIM sur la réorientation de la SPLI	Présence
27 janvier 2015	Rencontre de la table en itinérance de Drummondville	Présentation de Au-delà de la rue, du RSIQ et du projet des États généraux
27 janvier 2015	Point de rue, Trois-Rivières	Visite et rencontre des membres de l'équipe
6 mars 2015	Auberge Madeleine, Montréal	Visite
12 mars 2015	40e anniversaire du RAPSIM, Montréal	Animation d'un atelier sur l'itinérance au féminin
17 mars 2015	Journée forum sur l'itinérance cachée des femmes Table des groupes de femmes de Montréal, Montréal	Présence et participation
24 mars 2015	Rencontre du comité itinérance du GASP-Haute Yamaska, Granby	Retour sur le plan d'action interministériel et présentation du projet des États généraux
2 avril 2015	Rencontre de la Table Itinérance Rive-Sud (TIRS), Longueuil	Travail sur le déploiement du plan d'action interministériel en itinérance
16 avril 2015	Rencontre de la concertation régionale en itinérance de Beauharnois-Salaberry, Valleyfield	Présentation du RSIQ, du financement fédéral, action du Québec en itinérance et projet des États généraux
23 avril 2015	40e anniversaire du RAPSIM, Montréal	Présentation sur les États généraux et table de vente
29 avril 2015	L'Anonyme, Montréal	Visite
16 mai 2015	Forum sur l'itinérance, Sherbrooke	Présentation des États généraux et lancement de la publication du RSIQ Au-delà de la rue
4 juin 2015	AGA du RAPSIM	Présence



Un membership en consolidation

Le RSIQ s'est enrichi cette année de membres supplémentaires, preuve de l'intérêt que représentent ses actions et activités pour des organismes et concertations en itinérance. La Concertation régionale en itinérance des Laurentides, forte de 24 membres, et la Concertation en itinérance Beauharnois-Salaberry, composée de 14 membres, toutes deux nouvellement mises en place, ont d'emblée rejoint le RSIQ, faisant monter à 14 le nombre de concertations régionales membre du Réseau.

Le Regroupement des organismes communautaires québécois en travail de rue (ROCQTR) et Centretien de Nicolet, et l'organisme Travail de rue Bécancour sont quant à eux devenus membres associés du RSIQ.

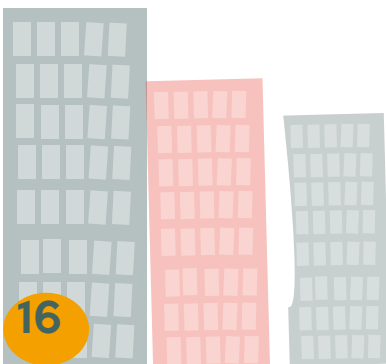
Financement du Réseau

La solidification du financement du RSIQ s'est poursuivie cette année, permettant la mise en place d'une co-coordination avec deux postes à temps plein afin de mener à bien les mandats du Réseau et de veiller à la réalisation du plan d'action annuel. Cette avancée majeure pour le RSIQ a été possible grâce à un travail conjoint de la permanence et de membres du conseil d'administration, aboutissant notamment à une meilleure participation des membres quant à leur cotisation annuelle, à l'obtention de plusieurs discrétionnaires et des appuis de congrégations religieuses et de syndicats ainsi que de la Ville de Montréal.

Les bons résultats de l'année sont également à mettre en lien avec l'attrait, la pertinence et l'intérêt représenté par l'organisation et la tenue des 3èmes États Généraux de l'itinérance au Québec, événement national majeur.

Bilan de notre action

La vie associative du Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec a traversé une année intense, de par l'organisation et la tenue des Troisièmes États généraux de l'itinérance, nécessitant la mise en place d'un comité de travail. Les membres du RSIQ ont participé à divers éléments de planification ou de partage de connaissances, que ce soit lors des États généraux ou lors des ateliers des Assemblées générales. L'implication de plus de 120 bénévoles en cours d'année, totalisant plus de 6000 heures de travail, nous a permis d'accomplir nos mandats. Dans ces heures, comptons notamment les heures des participants aux États généraux (4500 heures), les bénévoles non-participants aux États généraux (250 heures), les bénévoles aux AG (100 heures), l'implication des membres du CA (500 heures) et la participation à nos campagnes (750 heures).



TROISIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ITINÉRANCE AU QUÉBEC

En Assemblée générale, le 26 septembre 2014, les membres du RSIQ ont intégré la tenue des Troisièmes États généraux au sein de leur plan d'action, du fait de la pertinence stratégique de cet événement. En décembre, le CA du RSIQ est allé de l'avant en fixant la date de cet événement, et en lançant les préparatifs, via un comité de travail. Les 15 et 16 juin 2015 se sont tenus les Troisièmes États Généraux de l'itinérance au Québec au Cœur des sciences de l'UQAM, organisés par le RSIQ. Pendant deux journées, près de 300 personnes issus des secteurs communautaires, institutionnels, politiques, du milieu de la recherche, mais aussi des personnes ayant un vécu en itinérance, provenant d'une dizaine de régions ont échangé sur l'état de la situation et sur les orientations à privilégier pour aller plus loin collectivement dans les prochaines années dans la prévention et réduction de l'itinérance au Québec.

Objectifs des États Généraux

- Permettre un lieu d'échange, de partage de compétences et d'expertises entre les acteurs de différents réseaux : universitaires, institutionnels, communautaires, etc. ;
- Faire le bilan de 15 années de financement fédéral en itinérance : de l'IPAC à la SPLI. Évaluer l'impact de la réorientation de la SPLI vers le modèle de la stabilité résidentielle avec accompagnement;
- Un an après l'adoption de la Politique nationale de lutte à l'itinérance et quelques mois après la mise en place du plan d'action interministériel venant la faire vivre, explorer, axes par axes, les mesures essentielles impulsées par cette Politique et les impacts qu'elles auront sur nos façons de penser et de coordonner l'action en prévention et en lutte à l'itinérance;
- Unir tous les acteurs impliqués dans la prévention et la lutte à l'itinérance dans une même vision de la problématique et des solutions à y emmener.

Le chemin vers les États généraux

Pour cette troisième édition des États généraux, le travail s'est amorcé en amont avec des sondages auprès des membres du RSIQ afin de dégager les grandes tendances dans toutes les régions du Québec, tendances synthétisées sous forme de portraits régionaux dans le cahier des participantEs. Un **comité consultatif** a également été constitué afin de participer à l'élaboration des grandes orientations et de la programmation des États généraux, avec la participation de Michel Bolduc de la Maison Lyse-Beauchamp, de Jason Champagne du CSSS Jeanne-Mance, de Paule Carle, chercheur en itinérance, de Carole Drolet de la Chaudronnée de l'Estrie, de Pierre Gaudreau du RAPSIM, d'Isabelle Gendreau du Regroupement des Auberges du Cœur du Québec et de Jimena Michea du RAIQ, en plus de la permanence du RSIQ. Le conseil d'administration du RSIQ a également joué un rôle majeur dans l'organisation et le succès de cet événement de taille, en aidant à construire le contenu et à organiser les différents temps. Un important travail de mobilisation a été également mené par le RSIQ et ses membres afin d'identifier et d'aller chercher les acteurs incontournables de la lutte à l'itinérance dans les différents secteurs et institutions.

Un cahier des participants pour stimuler la réflexion

Quelques semaines avant les États généraux, un cahier des participants a été réalisé, notamment grâce à l'appui des membres du RSIQ en matière de contenu ainsi que d'une dizaine de commanditaires sollicités. Ce cahier proposait les descriptifs des ateliers ainsi que des synthèses sur l'itinérance en région ainsi que sur les grands dossiers politiques du RSIQ. Ce cahier, imprimé à 350 exemplaires, a été remis à toutes les personnes présentes lors des États généraux.





Un succès de participation

Ce travail de mobilisation a porté fruit alors que 350 personnes ont assisté aux différents moments des États généraux, issues de ministères, de centres jeunesse, du milieu carcéral, des services de santé et services sociaux, de regroupements nationaux, d'organismes intervenant en itinérance, ainsi que des personnes ayant un vécu en itinérance.



Les plénières, panels et ateliers ont donné lieu à des discussions animées, se soldant en toute fin par la présentation de pistes d'actions à mettre de l'avant lors des prochaines années pour faire une différence dans la vie des personnes en situation et à risque d'itinérance.

Des moments forts

- La conférence d'ouverture

Après le mot de bienvenue de Anne-Marie Boucher, co-coordonnatrice du RSIQ et l'allocation de Mme Monique Vallée, Membre du conseil exécutif de la Ville de Montréal, Pierre Gaudreau, Président du RSIQ et coordonnateur du RAPSIM, a ouvert les États généraux avec une conférence revenant sur l'histoire et les gains et reculs effectués par le milieu dans la lutte à l'itinérance. Soulignant notamment les avancées de la Politique nationale de lutte à l'itinérance adoptée en février 2014, il a aussi démontré que les mesures actuelles du gouvernement allait à l'encontre des progrès représentés par la Politique. Il a conclu que l'horizon n'était cependant pas bouché, que l'on pouvait compter sur des forces et qu'il fallait «continuer à cultiver notre indignation» et ressentir de la honte face à cette situation.



-Panel international : solutions d'ici et d'ailleurs dans la lutte à l'itinérance

Dans le souci de connaître l'état de situation ailleurs et les réponses promues par la société civile dans d'autres villes et pays, Tim Richter de l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance, Gabriela Sandoval de la Coalition pour les sans abri de New York et Florent Gueguen de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (France) ont partagé leurs visions respectives de la lutte à l'itinérance. Gabriela Sandoval a parlé de la situation très critique en matière d'itinérance à New York avec des chiffres records, et salué l'engagement de la mairie actuelle en faveur du développement du logement social avec des unités réservées aux personnes itinérantes. Florent Gueguen a notamment mis de l'avant l'importance des réponses structurelles à l'itinérance. Il a aussi fait mention des demandes portées par la FNARS sur le développement de logements très sociaux et l'encadrement des loyers dans certaines villes françaises.



Le Baromètre des régions

En reprenant les cinq axes de la Politique (revenu, logement, santé, éducation, cohabitation sociale et lutte à la judiciarisation), des représentantEs de différents régions du Québec se sont positionnéEs en cinq tableaux permettant de mesurer les avancées et les reculs dans chacun de ces champs d'action sur leurs territoires. Des notes ont ainsi été attribuées par chaque région et explicitées en quelques mots. Si certains progrès ont été mentionnés notamment dans le domaine de la lutte à la judiciarisation et de la santé dans certaines régions, il reste que globalement l'état des lieux fait n'était pas très positif et montrait bien l'ampleur du travail restant à accomplir.



17 ateliers thématiques

Circonscrire l'itinérance, vieillir dans la rue, transitions et sorties d'institutions, l'itinérance au féminin, insertion sociale, santé mentale et itinérance, cohabitation sociale et la lutte à la judiciarisation, sont autant de problématiques sur lesquelles les participantEs ont échangé et débattu, avec comme objectif d'identifier des pistes d'action à mettre de l'avant afin de mieux agir. Ces pistes d'action ont ensuite été synthétisées et présentées en plénières. En tout, 70 bénévoles ont assuré les différents moments d'animation et de prises de notes de ces ateliers, cumulant à eux-seuls 105 heures de travail.

Allocution de Mme Lucie Charlebois, Ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la Jeunesse et à la Santé publique

En tant que porteuse du dossier de la lutte à l'itinérance au sein du gouvernement québécois et marraine du Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020, la Ministre est venue présenter son action et témoigner de son soutien à la démarche des États Généraux, sans pour autant convaincre les participants de sa volonté à mettre en place des réponses structurelles dans toutes les régions du Québec afin que la Politique s'incarne dans des mesures à la hauteur des intentions déclarées.

Le panel de clôture: regards croisés sur l'itinérance au Québec

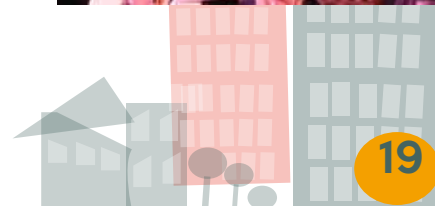
Jacques Frémont de la Commission des droits de la personne, France Labelle du Refuge des jeunes, Marie-Joelle Carbonneau du bureau de Véronique Hivon et Christopher McAll du CREMIS ont clos ces États généraux en faisant part de leurs analyses sur les défis restant à relever dans la lutte à l'itinérance et les conditions gagnantes afin que les responsabilités des différents acteurs soient assumées.

Déclaration de clôture des États Généraux

En toute fin d'événement, cinq participantEs (Mansour Danis du Tremplin 16-30 de Sherbrooke, Stéphanie Godin de l'Original tatoué en Lanaudière, Noël Grenier de l'Avenue des Chambres à Québec, Jason Champagne du CIUSS Centre-Est-de-l'Île de Montréal et David Blanchard du Réseau Habitation Chez Soi de St-Hubert) issuEs de secteurs et régions différentes se sont relayés afin de lire la Déclaration de clôture des États Généraux. Le texte de la Déclaration se trouve intégralement à l'annexe 3.

Le Cabaret des États généraux de l'itinérance

Lors d'une soirée animée par Christian Vanasse, divers artistes professionnels et amateurs, mais aussi des élus se sont exprimés de diverses façons en lien avec la lutte à l'itinérance. Parmi eux, trois duos musicaux composés d'artistes connus (Dany Placard, David Marin et Paul Cargnello) et de poètes de L'itinéraire ont fait de belles prestations, ainsi que Fred Dubé et Zéphyr Artillerie. Des utilisateurs et utilisatrices des ressources présentEs aux États généraux ont également livré des performances, comme Noël Grenier de Québec ou Désy de Drummondville. Du côté des personnalités politiques, Jean-François Lisée du Parti Québécois, Manon Massé de Québec solidaire, Marjolaine Boutin-Sweet du NPD, Mario Beaulieu du Bloc Québécois et Daniel Green du Parti Vert du Canada ont exprimé leur soutien aux personnes vivant la réalité de la rue et à l'action du RSIQ. 110 personnes ont assisté à cette soirée mémorable.



COMMUNICATIONS, INFORMATION ET SENSIBILISATION

BULLETIN DES RÉGIONS

Le RSIQ a publié cette année 3 numéros de son Bulletin des régions, faisant le point à chaque fois sur les avancées des deux dossiers majeurs que sont la Politique en itinérance et le financement fédéral, et mettant en avant des actualités en région. De plus, un Bulletin spécial États Généraux a également été produit afin de revenir sur les moments forts de l'événement, avec la collaboration d'une camelot-journaliste de l'Itinéraire.



LES NOUVELLES DU RSIQ

Cet outil d'information complémentaire du RSIQ a été créé afin de pouvoir réagir plus rapidement à l'actualité. Plus courtes que le Bulletin des régions, sur une seule ou deux pages, les « Nouvelles du RSIQ » ont été diffusées à 15 reprises au cours de l'année pour informer du positionnement de l'organisation sur le plan d'action interministériel en itinérance, les actions pour une SPLI généraliste et communautaire ou encore revenir sur des moments de vie associative.

SITE INTERNET ET RÉSEAUX SOCIAUX

www.rsiq.org

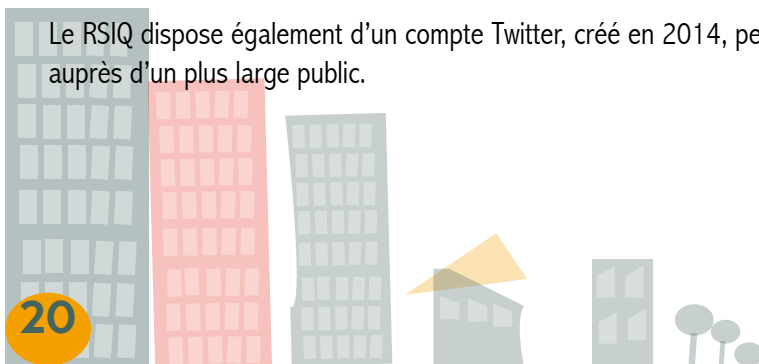
Le site internet du RSIQ existe maintenant depuis deux ans. C'est un outil de visibilité indispensable où le public peut retrouver de nombreux documents comme les communiqués de presse, bulletins, mémoires et lettres ouvertes diffusés par le RSIQ, ainsi que des informations sur l'itinérance en régions et sur les deux principaux dossiers que sont le financement fédéral en itinérance et le déploiement de la Politique en itinérance. La fréquentation affiche des taux relativement bas, mais la bonification du contenu se poursuit, de pair avec la collaboration des membres du RSIQ.



Réseaux sociaux

La page Facebook du RSIQ « Réseau solidarité itinérance » est un moyen d'information utile, avec de nouvelles informations sur le Réseau, ses membres ou l'actualité de l'itinérance, postées régulièrement toutes les semaines. Cette page permet également de sensibiliser un large public aux réalités et enjeux de l'itinérance, et de mobiliser sur des campagnes et actions à poser. Partie de 1800 contacts il y a un an, elle compte désormais plus de 2000 personnes qui suivent ses publications.

Le RSIQ dispose également d'un compte Twitter, créé en 2014, permettant de réagir à l'actualité et d'accroître sa visibilité auprès d'un plus large public.



AU-DELÀ DE LA RUE

Produite en 2014 par le RSIQ, cette publication, qui fait la part belle aux diverses réalités de l'itinérance dans les régions du Québec et aux multiples enjeux, a été diffusée à 1050 exemplaires à ce jour, dont plus de 700 ventes. En 2014-2015, il a été décidé de poursuivre les lancements et événements régionaux afin de diffuser plus largement cette publication, notamment par des rencontres de tables (Granby, Beauharnois-Salaberry, Drummondville) qui ont permis de présenter le document aux membres, afin qu'ils puissent se l'approprier dans leurs démarches, formations et représentations. Un lancement régional a été organisé le 14 mai en collaboration avec la Chaudronnée de l'Estrie à Sherbrooke. D'autres membres, dont le RAPSIM, ont offert de nombreuses plateformes de diffusion et de vente à la publication, en intégrant une table de vente du RSIQ au sein de leurs événements. La publication peut être commandée sur le site Internet du RSIQ.

RELATIONS PRESSE

Afin d'augmenter sa visibilité et de faire connaître ses positionnements, le RSIQ a régulièrement communiqué en direction des médias au cours de l'année. 9 communiqués de presse et une lettre ouverte ont ainsi été diffusés par le RSIQ (voir les retombées médiatiques en annexe 1).

AUTRES INTERVENTIONS

Le RSIQ a également produit des articles pour des journaux des membres et journaux de rue : deux articles pour le Journal de Rue de Sherbrooke, une entrevue pour le Journal La Quête et un article pour le Bulletin Noir sur Blanc de l'Outaouais. Notons également une intervention du président du RSIQ dans la rédaction d'un article pour L'État du Québec 2015, à propos de l'itinérance au Québec.

BILAN DE NOTRE ACTION EN COMMUNICATIONS

Le RSIQ a communiqué régulièrement auprès de ses membres, que ce soit pour relayer de l'information ou pour annoncer des campagnes à venir. Dans le souci d'adapter les moyens de communication aux objectifs de sensibilisation et d'information du RSIQ, une réflexion sur les outils de communications a été entamée par la permanence, dans le but de s'assurer de l'efficacité des communications, en clarifiant les destinataires et les objectifs de chaque outil. Cette réflexion se poursuivra au courant de l'année 2015-2016, aboutissant sur une refonte possible des moyens de communication.

La publication Au-delà de la rue n'a pas réussi à poursuivre sa lancée de l'année précédente, et sa diffusion a connu un certain essoufflement dès le milieu de l'année 2014-2015. Conservant sa pertinence, cet outil du RSIQ pourra poursuivre sa diffusion, en format imprimé et en format web, dans les années à venir.

Les réseaux sociaux ont été utilisés avec plus d'ambition en cette année 2014-2015 alors que le RSIQ créait son premier hashtag, soit le #EGitinerance. Les réseaux sociaux ont permis de relayer plusieurs campagnes et de contribuer à la visibilité de certains enjeux, dont la réorientation de la SPLI.

Les médias traditionnels n'ont pas été sollicités avec beaucoup de succès, alors que quelques communiqués de presse n'ont pas atteint leur cible.



Organisation de conférence de presse par le RSIQ

Date	Événement	Prises de paroles	Enjeu(x)
19 décembre 2014	Conférence de presse sur la nouvelle orientation de la SPLI	Anne-Marie Boucher, Jimena Michea et Steve Richard	Dénonciation de la signature de l'entente Canada-Québec imposant de nouvelles balises au Québec
26 février 2015	Conférence de presse pour les 1 an de la Politique en itinérance, Assemblée nationale du Québec	Anne-Marie Boucher, Bianca Bourbeau, Marco Carpinteyro, Pierre Gaudreau, Jimena Michea pour le RSIQ. Ainsi que Jean-François Lisée, Véronique Hivon, et Carole Poirier pour le PQ, et Amir Khadir et Manon Massé pour QS	Bilan de la première année de vie de la Politique en itinérance et demandes pour le prochain budget Leitaio

Participation du RSIQ à des conférences de presse

Date	Événement	Prises de paroles	Enjeu(x)
26 février 2015	Participation à la conférence de presse de la CMM sur le logement social, Montréal	Anne Bonfont, Denis Coderre maire de Montréal, Caroline St-Hilaire, mairesse de Longueuil, Édith Cyr Présidente de l'AGRTQ	Défense du programme AccèsLogis et demande de réinvestissement dans le Programme Rénovation Québec
6 mars 2015	Conférence de presse de nombreux groupes s'opposant aux modifications du règlement de l'aide sociale, Montréal	Anne-Marie Boucher, Lysiane Roch, Me Stéphane Proulx, Michel Tourigny, Jean Lalande, Gedi, Martin Lafortune, et al.	Nouveau règlement de l'aide sociale et impacts sur les personnes les plus vulnérables
8 mai 2015	Conférence de presse en appui au camp pour le droit au logement du FRAPRU, Montréal	Anne-Marie Boucher, Alexis Martin, Normand Baillargeon, Jacques Létourneau, Philippe Falardeau, Marie-Lise Bergeron, Judy Richards et al.	Appui aux demandes du FRAPRU en faveur d'un réinvestissement du fédéral en matière de logement social

Couverture médiatique

Date	Média	Sujet
3 juillet 2014	ICI Radio-Canada	L'itinérance en hausse sur la Rive Nord. Avec les entrevues de Anne-Marie Boucher, Bianca Bourbeau, coordonnatrice régionale en itinérance en Lanaudière et Sandrine Gaudet de l'Aviron à Laval

Couverture médiatique (suite)

Date	Média	Sujet
17 et 26 juillet 2014	Le Soleil de Québec, Courrier des lecteurs, journal Métro	«Ottawa doit respecter Québec», lettre ouverte signée de: Anne-Marie Boucher, RSIQ; Estelle Dionne, TAPIL; Véronique Gagné, Table régionale de concertation des organismes œuvrant en dépendance et en itinérance de la région 08 (Abitibi-Témiscamingue), Pierre Gaudreau, RAPSIM; Nicolas Luppens, GASP; Doris Nadeau, APSI; Marc Saint-Louis, Table des partenaires en itinérance de Drummondville; Yves Séguin, CRIO; Dominique Bouchard, directrice du centre L'Accalmie de Pointe-à-la-Croix; John Gladu, directeur de l'Aiguillage de Vaudreuil
11 septembre 2014	LCN, TVA., CTV, Métro, Le Devoir	Marche pour une SPLI généraliste organisée par le RAPSIM
29 octobre 2014	Ici Radio Canada Première « Pas de midi sans info »	Entrevue sur la sortie du Rapport sur l'état de l'itinérance au Canada
30 octobre 2014	Revue Kaléidoscope	« Quand la rue se mobilise pour freiner l'itinérance », article sur la Politique en itinérance
5 décembre 2014	The Gazette	Sortie du Portrait de l'itinérance au Québec
7 décembre 2014	CJAD, CTVNews, The Gazette, La Presse, Le Devoir, Journal Métro, Journal 24H	Sortie du plan d'action interministériel en itinérance, réactions du RSIQ
19 décembre 2014	ICI Radio-Canada Première	« Pas de midi sans info », entrevue sur les nouvelles balises du financement fédéral en itinérance
17 février 2105	Radio Centre-Ville Libres et engagées	Financement fédéral en itinérance
18 février	CBC-Radio Canada international	Entrevue sur les enjeux de cohabitation sociale au Québec
26 février 2015	Global News	Conférence de presse pour le programme AccèsLogis, entrevue sur la nécessité de poursuivre et consolider l'investissement en logement social
6 mars 2015 Canoe.ca	Canoe.ca	Conférence de presse sur les changements de règlement à l'aide sociale avec entrevue de Anne-Marie Boucher
1er juin 2015	L'Itinéraire	Dossier sur le cabaret des Etats Généraux avec entrevues de Anne Bonnefont et Anne-Marie Boucher
15 et 16 juin 2015	Radio Canada x3, CIBL, Radio Centre-Ville x2, ADR TV	Entrevues de Anne Bonnefont sur les 3èmes États Généraux de l'itinérance au Québec
25 juin 2015	CBC-Radio Canada internationale	Entrevue de Anne Bonnefont sur les Etats Généraux de l'itinérance et les enjeux québécois

ANNEXE 2

Liste des représentations menées

Date	Personne(s) rencontrée(s)	Représentant(s) RSIQ	Enjeux
23 juillet 2014	Lynne Duguay du MSSS en conférence téléphonique	Anne-Marie Boucher Pierre Gaudreau	Volet II de l'année de transition SPLI, SPLI 2015-2019
9 septembre 2014	Comité consultatif du comité conjoint de gestion de la SPLI	Anne-Marie Boucher Pierre Gaudreau	Volet II de l'année de transition SPLI
9 septembre 2014	Rencontre avec le cabinet du MESS, Simon Laboissonnière, attaché politique de François Blais	Anne-Marie Boucher	Le rôle du MESS dans la prévention et la réduction de l'itinérance
26 septembre 2014	Conférence téléphonique avec le sous-ministre Sylvain Gagnon, du MSSS	Anne-Marie Boucher Pierre Gaudreau	Les négociations sur l'entente Canada-Québec sur la SPLI
1er octobre 2014	Comité consultatif sur la Politique nationale de lutte à l'itinérance	Anne-Marie Boucher Pierre Gaudreau	Échanges et validation des mesures prévues dans le plan d'action interministériel 2015-2020
3 octobre 2014	Consultation de la CMM sur le Plan d'action en logement social	Anne-Marie Boucher Sandrine Gaudelet Pierre Gaudreau	Logement social, Plan d'action interministériel, financement fédéral
21 octobre 2014	Rencontre de Claude Surprenant, responsable du dossier de l'itinérance pour la 2e opposition	Anne-Marie Boucher, Jimena Michea	Rôle du RSIQ, l'itinérance au Québec, intervention du Québec et du fédéral en itinérance, rôle attendu du critique
3 novembre 2014	Conférence téléphonique Lynne Duguay, MSSS	Anne-Marie Boucher et Pierre Gaudreau	Entente Canada-Québec sur la SPLI
5 novembre 2014	Rencontre avec Lucie Charlebois, ministre déléguée	Anne-Marie Boucher, Estelle Dionne, Pierre Gaudreau, Jimena Michea	Plan d'action interministériel, réorganisation du réseau de la Santé, entente Canada-Québec sur la SPLI
21 novembre 2014	Rencontre avec Thomas Mulcair, Marjolaine Boutin-Sweet, Laurin Liu	Marco Carpinteyro, Pierre Gaudreau	Rôle du fédéral dans la lutte à l'itinérance, réorientation de la SPLI et dénombrement
2 février 2015	Rencontre avec Monsieur François Blais, Ministre de l'Emploi et de la solidarité sociale et de Simon Laboissonnière, conseiller politique	Anne-Marie Boucher, Pierre Gaudreau	Plan d'action interministériel en itinérance, règlements à l'aide sociale
17 février 2015	Rencontre avec Monsieur Mario Beaulieu, Chef du Bloc Québécois	Anne Bonenfant, Pierre Gaudreau	Rôle du fédéral dans la lutte à l'itinérance, réorientation de la SPLI et 50 millions de \$

Liste des représentations menées (suite)

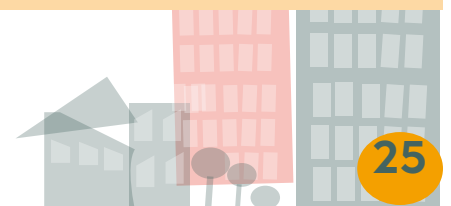
Date	Personne rencontrée	Représentants RSIQ	Enjeux
24 février 2015	Rencontre avec Adam Vaughan, député du Parti Libéral du Canada	Anne Bonnefont et Pierre Gaudreau	Rôle du fédéral dans la lutte à l'itinérance, réorientation de la SPLI et 50 millions de \$
11 mars 2015	Rencontre avec Marjolaine Boutin-Sweet, députée d'Hochelaga	Anne Bonnefont et Bianca Bourbeau	Demande du RSIQ pour un engagement dans la plateforme du NPD pour une SPLI généraliste et communautaire en vue des élections
2 avril 2015	Rencontre avec Madame Lucie Charlebois, Monsieur Sylvain Gagnon et Madame Isabelle Chabot du MSSS	Anne-Marie Boucher, François Lemieux, Jimena Michea	Impacts de la SPLI, opérationnalisation du plan d'action, États généraux
21 mai 2015	Rencontre avec Monsieur Michel Gagnon, Président-directeur-général de la SHQ et Mme Lise Bissonnette, Vice-présidente de la SHQ	Anne-Marie Boucher, Jimena Michea	Importance du programme AccèsLogis et étendue des besoins en terme de logements sociaux, soutien communautaire, maisons de chambre, PSL



Rencontre du 21 novembre 2014. De gauche à droite : Lauren Liu, députée NPD de Deux-Montagnes, Marjolaine Boutin-Sweet, députée NPD de Hochelaga, Marco Carpinteyro, administrateur du RSIQ, Thomas Mulcair, chef du NPD et Pierre Gaudreau, président du RSIQ.



Rencontre du 24 février 2015. De gauche à droite: Anne Bonnefont, co-coordonnatrice du RSIQ, Adam Vaughan, député PLC de Trinity-Spadina et Pierre Gaudreau, président du RSIQ.



Déclaration de clôture des Troisièmes États

En 2015, l'urgence d'agir demeure encore et toujours...

Partout au Québec, des grands centres urbains à des villes plus petites et en zone rurale, l'itinérance est une réalité inacceptable qui se doit d'être combattue. Les participantEs de ces États Généraux, issuEs de douze régions, en sont les témoins et portent des préoccupations majeures quant au destin des personnes les plus vulnérables de notre société. Si la problématique est mieux connue aujourd'hui, il reste que les moyens nécessaires n'ont pas encore été déployés pour endiguer et prévenir ce phénomène. Ainsi, les constats sont partagés dans de nombreuses régions: le nombre de personnes en situation d'itinérance est en hausse, touchant femmes, hommes, aînés, jeunes, autochtones, personnes issues de l'immigration, mais aussi des familles. En 2015, la situation continue donc de se dégrader et l'urgence à agir demeure.

L'impératif de capitaliser sur le gain de la Politique

Les causes de l'itinérance, les moyens d'agir et les responsabilités sont désormais clairement définis. La Politique nationale de lutte à l'itinérance adoptée en 2014 représente une avancée notamment en ce qu'elle identifie un certain nombre de facteurs sociaux à l'origine de l'itinérance: la pauvreté, le manque de logements abordables, salubres et sécuritaires, les transformations du tissu social et les sorties d'institutions. Elle rend également justice au travail mené par le milieu communautaire et ses partenaires en ce qu'elle intègre les axes d'intervention prioritaires que sont le logement, les services de santé et les services sociaux, le revenu, l'éducation et l'insertion sociale et professionnelle, et la cohabitation sociale et les enjeux liés à la judiciarisation. Elle porte ainsi une vision globale, durable et inclusive de la lutte à l'itinérance, à même de véritablement endiguer et prévenir le phénomène.

Pour une action gouvernementale cohérente dans la lutte à l'itinérance

Ainsi, alors que du chemin a été fait sur la connaissance et reconnaissance du phénomène et les moyens d'agir avec dans la foulée un plan d'action interministériel intégrant certaines avancées, nous constatons que l'action gouvernementale va trop souvent à l'encontre de la vision prônée par la Politique. En effet, comment garantir l'accès à un revenu décent pour tous et toutes quand on précarise les personnes peinant à survivre avec une maigre aide sociale ? Comment prévenir durablement l'itinérance quand on coupe dans les services d'éducation alors que l'école se doit de favoriser l'inclusion sociale et d'aider nos enfants à trouver une place autre que la rue ? Comment éviter la rue quand on attaque le logement social, pourtant une façon reconnue et éprouvée de prévenir l'itinérance et de stabiliser les personnes ? Comment endiguer le phénomène quand les acteurs de terrain, en première ligne aux côtés des personnes, ne sont pas soutenus suffisamment ?

EngagéEs pour toutes les personnes en situation et à risque d'itinérance

Ces États Généraux ont une fois de plus fait la démonstration de la diversité des visages, parcours et profils de l'itinérance à travers le Québec. Et pourtant, certaines approches et modèles que ce soit dans la mesure de l'itinérance ou dans l'organisation des services tendent à privilégier la prise en compte d'un type d'itinérance, le plus visible. Nous souhaitons rappeler à cette occasion que nous avons le devoir de veiller à ce que l'ensemble de la population en situation et à risque d'itinérance soit prise en compte dans la formulation des réponses politiques, que ce soit au niveau municipal, provincial et fédéral. Personne ne doit être laissé sur le bord de la route, il en va de notre responsabilité à tous et à toutes.

généraux de l'itinérance au Québec

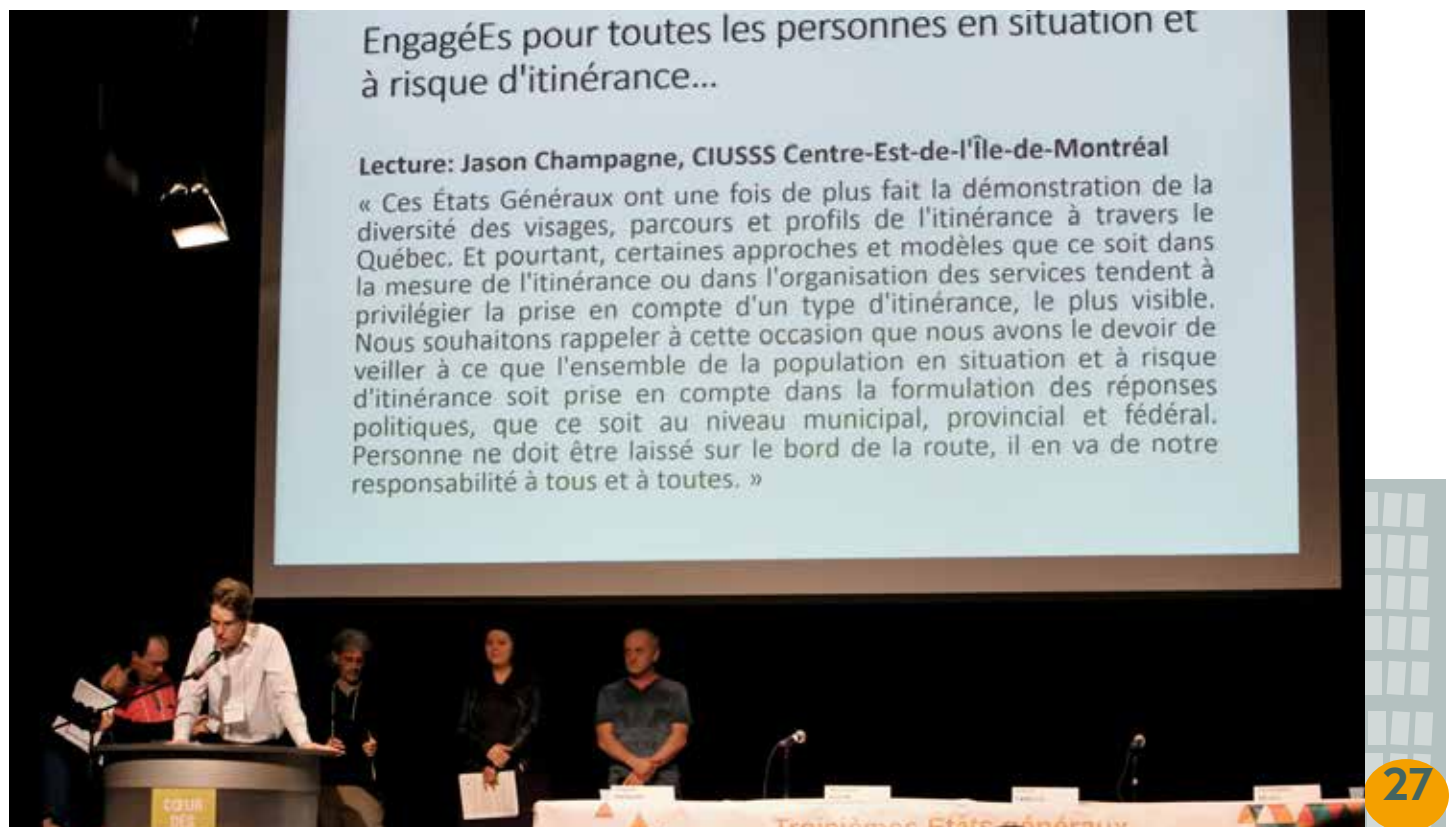
Dans la foulée de ces Troisièmes États Généraux...

Nous demandons au gouvernement de repenser sa façon d'intervenir au niveau des politiques publiques afin d'avoir une action concertée, cohérente et respectueuse des droits des personnes en situation et à risque d'itinérance, et que la lutte à l'itinérance soit véritablement en haut de l'agenda politique.

Nous nous engageons à faire en sorte que les travaux menés ensemble lors de ces Troisièmes États Généraux se traduisent concrètement sur le terrain par des avancées en matière de logement, de cohabitation sociale, de revenu, d'insertion sociale et professionnelle, d'éducation, et d'exercice de la citoyenneté.

Nous nous engageons à agir au mieux de nos capacités, dans nos institutions, organismes, ressources, individuellement et collectivement, pour faire enfin une différence dans la vie des personnes en situation et à risque d'itinérance à travers le Québec.

Nous souhaitons rappeler à cette occasion le caractère fondamentalement inacceptable de l'itinérance dans une société aussi riche que la nôtre, mais aussi réaffirmer avec force notre solidarité avec les personnes itinérantes et notre volonté que la donne change au Québec.



Les membres du RSIQ en 2014-2015

Concertations régionales	Nombre de groupes cotisants
1. Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)	103
2. Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ)	35
3. Table Action Prévention Itinérance de Lanaudière (T.A.P.I.L.)	21
4. Concertation régionale en itinérance des Laurentides (CRI)	15
5. Table itinérance Rive-sud (TIRS)	15
6. Groupe Actions Solutions Pauvreté- Haute-Yamaska	7
7. Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais (CRIO)	17
8. Table itinérance de Sherbrooke (TIS)	28
9. Concertation en itinérance de Beauharnois-Salaberry	14
10. Réseau des organismes et intervenants en itinérance de Laval (ROILL)	12
11. Table itinérance de Saguenay	7
12. Table de concertation sur l'itinérance de Drummondville	6
13. Table itinérance de Vaudreuil-Soulanges	1
14. Table de concertation régionale des organismes communautaires œuvrant en itinérance de l'Abitibi-Témiscamingue	5

Et les membres associés:

Association québécoise des centres d'intervention en dépendance (AQCID)

Regroupement des organismes québécois en travail de rue (ROQTR)

Au Bercaill de St-Georges

Le Répit du Passant (Rimouski)

Centre Accalmie (Pointe-à-la-Croix)

Le Transit de Sept-Îles

Centre Le Havre (Trois-Rivières)

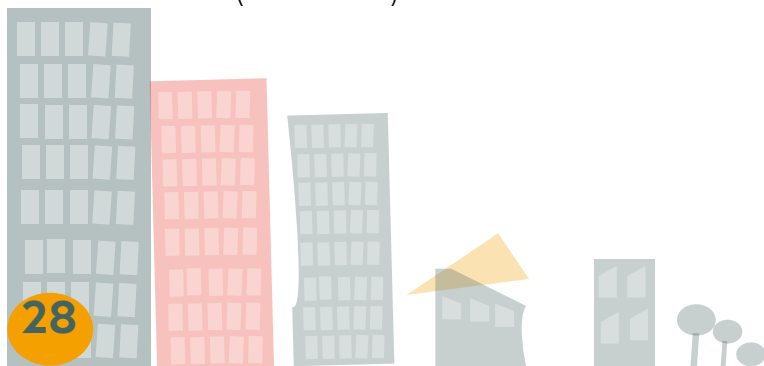
La Maison de l'espoir de Mont-Joli inc.

Centretien de Nicolet

Travail de rue Bécancourt

Action Pauvreté de Sept-Îles

Point de Rue (Trois-Rivières)



Réseau
SOLIDARITÉ
Itinérance du Québec
 1431 rue Fullum, suite 204
 Montréal, Québec
 H2K 0B5

coordination@rsiq.org
 514.861.0202